



MAQUETTE NATIONALE

PLAN D'ORGANISATION

*des **S**ecours*

*dans un **E**tablissement*

***S**colaire*

*face à l'**A**ccident*

***M**ajeur*



Document validé par les Ministères de l'Environnement, de l'Education National et de l'Intérieur  
Document protégé par le dépôt légal-20 décembre 1995

## TABLE DES MATIERES

### **I - INTRODUCTION ----- P.3**

### **II - GESTION D'UN ACCIDENT MAJEUR DANS UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE ----- P.5**

Missions et responsabilités du chef d'établissement en cas d'accident majeur -----	P.5
Catastrophe et secours -----	P.7

### **III - PLAN D'ORGANISATION DES SECOURS : PLAN SESAM ----- P.9**

Objectifs -----	P.9
Les consignes d'utilisation -----	P.9
Les différentes phases -----	P.11
Cas particulier -----	P.13

### **IV - CONTENU DU PLAN SESAM ----- P.16**

Les fiches fonctions -----	P.16
Les fiches réflexes -----	P.23
Les plans de l'établissement -----	P.37
Les effectifs théoriques -----	P.38

### **V - ANNEXES ----- P.39**

Le choix des locaux de confinement -----	P.39
Les exercices et simulations -----	P.40
Les ressources matérielles -----	P.40
Les symboles normalisés -----	P.41
Des plans d'établissement : le collège LALANDE-TOULOUSE -----	P.42
Les textes réglementaires -----	P.50

## **AVERTISSEMENT**

La réalisation du plan SESAM d'un établissement scolaire (**Plan d'Organisation des Secours dans un Etablissement Scolaire face à l'Accident Majeur**) doit permettre à la communauté scolaire de mieux se préparer à faire face à l'accident majeur en attendant l'arrivée des secours extérieurs.

Pour cela, cette maquette nationale a été réalisée, puis validée par les ministères de l'Intérieur et de l'Education Nationale.

Mais cette maquette nationale au plan SESAM doit être adaptée à chaque établissement scolaire. Cette adaptation peut être réalisée, sur demande du chef d'Etablissement par un groupe « Risques Majeurs », constitué, sous son autorité, de personnel formé par les formateurs agréés de l'équipe académique Risque Majeur et protection de l'Environnement (RME).

## I - INTRODUCTION

Les risques et les dangers qui leur sont associés ont toujours constitué l'une des composantes des sociétés humaines.

Pour faire face aux risques, d'origine naturelle ou technologique, de nouvelles mesures de prévention, toujours plus performantes sont imposées. Elles diminuent chaque jour la probabilité d'occurrence d'un accident ; nul ne se trouve néanmoins à l'abri de la catastrophe imprévisible.

Par catastrophe, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) définit :

*"Tout événement qui provoque des dégâts, des perturbations économiques, des pertes en vies humaines et une détérioration de la santé et des services de santé d'une ampleur telle qu'il justifie une mobilisation exceptionnelle de la communauté ou de la zone touchée".*

Ces processus accidentels rendent inefficaces les moyens habituels de prévention, de protection et d'intervention.

L'expérience montre l'importance d'une organisation rigoureuse, sans laquelle la maîtrise de la situation se trouve fortement compromise.

Nous verrons en annexe les principaux textes relatifs à la prévention, la gestion et l'organisation des secours face aux accidents majeurs.

Par ailleurs, l'OMS dans ses recommandations précise que :

*" Les écoliers et leurs enseignants sont parmi les groupes les plus réceptifs à l'éducation et à la formation en matière de préparation aux catastrophes. "*

A l'éducation nationale, des actions de formation du personnel ont lieu en liaison avec le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement ainsi qu'au niveau académique. Ces actions sont menées par des équipes pluridisciplinaires de formateurs au profit des enseignants afin d'introduire la prise en compte du Risque Majeur Environnement dans la culture du citoyen par le biais des élèves.

Malgré les circulaires et les brochures publiées dès 1990-1991, très peu d'établissements scolaires ont mis en place un plan d'alerte et de confinement. Les chefs d'établissement ont peu d'éléments leur permettant d'assumer leurs responsabilités en cas de crise majeure survenant soit à proximité soit dans l'établissement lui-même. Ainsi est proposé le plan SESAM.

De même que les services disposent de plans de secours (ORSEC) et plans d'urgence (Plan Rouge, Plan Particulier d'Intervention : PPI et Plan de Secours Spécialisé : PSS) et que les industriels élaborent des Plans d'Opération Interne : POI, de même les établissements scolaires pourront profiter du plan SESAM.

Très simple, il n'en sera que plus efficace.

Il a été conçu et testé à l'origine par les équipes académiques RME de Toulouse et de Bordeaux puis par l'ensemble du réseau RME.

## **II - GESTION D'UN ACCIDENT MAJEUR DANS UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE**

### **MISSIONS ET RESPONSABILITES DU CHEF D'ETABLISSEMENT EN CAS D'ACCIDENT MAJEUR**

Lors d'un accident soudain et grave les directeurs d'école et les chefs d'établissement scolaire ont leur responsabilité engagée dans l'ensemble des textes concernant la sécurité des élèves. Ces textes mentionnent :

- L'enseignement général des règles de sécurité (décret du 4 octobre 1983) et les exercices d'alerte notamment en cas d'incendie (circulaire du 15 novembre 1983). Ils insistent également sur la mission des enseignants, l'acquisition des connaissances et des comportements de vigilance, de prudence, de responsabilité vis-à-vis de soi et d'autrui.
- *Les mesures de prévention vis-à-vis de l'incendie* : consignes sur support, registre de sécurité, exercices d'évacuation, service de sécurité incendie interne à l'établissement (circulaire du 3 septembre 1984).
- Ces dispositions ont été complétées par la circulaire du 9 octobre 1990 pour inclure les accidents majeurs ou catastrophes.
- Lors du déclenchement du code d'alerte national, l'observation des consignes en particulier : "confinement immédiat et écoute de FRANCE INTER" est placée sous l'autorité des responsables des établissements scolaires.

Dans tous les cas, les mesures à prendre en urgence doivent être "*déterminées à l'avance*".

Pour les établir, les chefs d'établissement peuvent solliciter l'avis ou l'accord des responsables locaux de sécurité, en particulier ceux de la sécurité civile et des services d'incendie et de secours.

Le décret du 30 août 1985 précise que :

- *le chef d'établissement est l'organe exécutif de l'établissement*
- *le chef d'établissement prend toutes dispositions en liaison avec les autorités administratives compétentes pour assurer la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la salubrité de l'établissement*
- *le chef d'établissement rend compte de sa gestion au Conseil d'Administration et en informe l'autorité académique et la collectivité locale de rattachement*

Mais aussi :

- Le chef d'établissement doit proposer au Conseil d'Administration de "délibérer sur les questions relatives à l'hygiène, à la santé, à la sécurité"
- "Le Conseil des délégués des élèves donne son avis et formule des propositions" sur ces mêmes questions.

Pour les établissements scolaires du premier degré, les mêmes fonctions sont attribuées au directeur d'école et au Conseil d'Ecole (décret du 6 septembre 1990).

Les différents textes cités montrent :

- L'importance de *l'information* de l'ensemble de la communauté scolaire: personnels, élèves et parents.
- La nécessité de *consignes claires et précises* dans deux scénarios différents :
  - Evacuation
  - Confinement
- L'obligation de préparer, expliquer et réaliser des exercices non seulement *d'évacuation*, mais aussi de *confinement*, et de les consigner dans le registre de sécurité.

## CATASTROPHE ET SECOURS

### L'accident majeur

Un *accident majeur* ou *catastrophe* se définit comme une situation soudaine, imprévue qui entraîne un *afflux* de blessés, de morts, de personnes à héberger et à évacuer. La disproportion entre le nombre de victimes et les moyens habituellement engagés est le phénomène fondamental.

Comme nous l'avons vu précédemment, les catastrophes ont des origines diverses :

- Naturelles : inondation, feu de forêt, tempête, glissement de terrain, tremblement de terre, avalanche, cyclone, éruption volcanique.
- Technologiques : chimique ou nucléaire, lors d'un accident sur un *site industriel fixe* ou au cours du *transport de matières dangereuses* (TMD), rupture de barrage.
- Sociologiques : lors des rassemblements de population, attentats, guerre.

Dans un établissement scolaire, face à l'accident majeur, l'attitude à adopter est univoque :

**==> L'ALERTE DONNEE PAR LE SIGNAL NATIONAL IMPOSE LE CONFINEMENT ET L'ECOUTE DE FRANCE INTER** ou autres fréquences (cf. dispositions locales) : afin de recevoir des informations sur le risque et les consignes à suivre. Sera alors déclenché le plan SESAM.

*LE SIGNAL NATIONAL D'ALERTE CONSISTE EN 3 EMISSIONS SUCCESSIVES D'UNE DUREE DE 1 MINUTE CHACUNE ET SEPARÉES PAR UN INTERVALLE DE 5 SECONDES, D'UN SON MODULE*

### EXCEPTIONS :

- LE SEISME : où il n'y a pas d'alerte possible et les consignes sont :
- Dans un premier temps de rester où l'on se trouve en se protégeant au maximum des chutes d'objets et des effondrements tant que durent les secousses
- Puis d'évacuer rapidement dès la fin des secousses vers un lieu de regroupement prédéterminé afin de se protéger des répliques possibles.



- LA RUPTURE DE BARRAGE où le signal d'alerte est différent et impose de rejoindre un lieu protégé en dehors des limites d'invasion de l'onde de submersion.

**UN CAS PARTICULIER:**

Le cas où l'établissement est lui-même le siège de l'accident majeur ou en est le premier témoin ; il convient alors d'alerter les secours extérieurs et d'appliquer les différentes phases du plan SESAM(voir schéma général p.14)

## **L'organisation des secours**

*L'alerte* est reçue par l'un des services de secours (SAMU, POMPIERS, POLICE ou GENDARMERIE). Ils se répercutent mutuellement l'appel et s'organisent selon un plan préétabli déclenché par le Préfet : l'objectif étant une réponse rapide et une parfaite coordination des différents moyens. La loi du 22 juillet 1987 définit de façon précise l'organisation de ces plans.

Lors d'un accident majeur, *le Préfet est responsable de l'organisation des secours*. À ce titre il assume la direction des secours.

Sur les lieux du sinistre, les différentes actions entreprises sont coordonnées par un officier sapeur-pompier : "le COMMANDANT DES OPERATIONS DE SECOURS" (COS). Celui-ci possède deux adjoints :

- \* Le DIRECTEUR DES SECOURS INCENDIE ou DSI
- \* Le DIRECTEUR DES SECOURS MEDICAUX ou DSM.

Ils ont pour mission de mettre en œuvre sur les lieux de la catastrophe la lutte contre le sinistre et la chaîne médicale qui comprend:

- Localisation et dégagement des victimes ;
- Rassemblement des victimes dans un centre d'accueil, de tri et de soins : le Poste Médical Avancé (PMA);
- Organisation des évacuations, de façon rationnelle vers les centres hospitaliers.

Le chef d'établissement ou son représentant doivent se mettre en rapport avec ces responsables, reconnaissables par le port de chasubles jaunes.

*L'information du public, des médias et des autorités est réalisée par une cellule communication placée sous l'autorité directe d'un membre du corps préfectoral.*

### III - PLAN D'ORGANISATION DES SECOURS : PLAN SESAM

#### LES OBJECTIFS

La réglementation confère au *chef d'établissement* la *responsabilité* de la gestion d'un accident majeur survenant à l'intérieur de son établissement, *en attendant l'arrivée des secours*.

Les objectifs du plan SESAM sont nombreux :

- Apporter une aide à la préparation des conduites à tenir dans ces circonstances où la gravité interdit l'improvisation.
- Organiser la *répartition des missions* entre les différents personnels de l'établissement présents et qui seront, le jour de l'accident, acteurs responsables du bon fonctionnement du plan et donc de la *sécurité des élèves*.
- Proposer, au niveau national un plan de secours type, selon une maquette adaptable à *tous les types d'établissements scolaires publics et privés*: écoles, collèges, lycées.

Après avoir décrit les phases de la gestion d'un accident majeur, il met à votre disposition les fiches fonctions (page 16) répartissant les différentes missions à réaliser et les fiches réflexes (page 23) en décrivant le contenu. Il vous propose ensuite, en annexe, la réalisation d'une série de plans devant compléter efficacement le dispositif destiné à organiser la gestion de crise.

#### LES CONSIGNES D'UTILISATION

Le plan d'organisation des secours ou PLAN SESAM est un document destiné à préparer les mesures à prendre lors d'un accident majeur.

**Ce document doit donc être :**

- **Réalisé en plusieurs exemplaires (3 minimum) ;**
- **Complété et réactualisé régulièrement ;**
- **Présenté à l'ensemble des personnels en début de chaque année scolaire ;**
- **Classé sous la rubrique "SECURITE";**
- **Accessible à tout moment par le chef d'établissement ou son représentant présent lors de la survenue d'un accident majeur.**
- **Validé régulièrement par des exercices pratiques (simulations...)**

Le plan SESAM nécessite de la part du chef d'établissement scolaire une préparation, une validation et une mise à jour. En effet en complément des informations générales déjà fournies, le plan SESAM doit présenter un certain nombre de renseignements opérationnels directement liés à l'établissement, citons notamment :

- 1-La réalisation des plans (voir page 37)
- 2-La liste des effectifs théoriques (voir page 38)
- 3-La sélection des locaux adaptés (cellule de crise interne, lieux de confinement,...)(voir page 39)
- 4-Le calcul de la capacité d'accueil de chacun
- 5-La localisation des lieux de rassemblement des personnes et de mise en place potentielle du centre d'accueil et de regroupement des moyens des secours extérieurs.
- 6-L'étude des différents circuits de confinement et d'évacuation.
- 7-La collecte des différents moyens logistiques (lots de confinement, matériels nécessaires au bon fonctionnement de la cellule de crise,...)
- 8-La désignation des différentes personnes pouvant accomplir chaque mission.
- 9-La création d'un annuaire de crise.

La préparation du plan SESAM peut être confiée, sous la responsabilité du chef d'établissement, à un groupe sécurité aux Risques Majeurs. Celui-ci sera formé d'un groupe de travail représentant les différentes catégories d'intervenants regroupant l'ensemble de la communauté scolaire : personnels de l'établissement, élèves, parents d'élèves.

L'objectif de ce groupe est de sensibiliser l'ensemble de la communauté scolaire aux risques entourant et menaçant l'établissement et de le préparer à y faire face par des actions d'information, de formation, d'éducation et de prévention.

Signalons que le groupe sécurité aux risques majeurs, émanation interne à chaque établissement, est à distinguer de la commission Hygiène et Sécurité (C.H.S.) d'établissement créée réglementairement et donc obligatoire dans les lycées techniques, les lycées professionnels et les sections d'éducation spécialisée des collèges. Cette commission, actuellement recommandée dans tous les autres types d'établissement scolaire (cf. circulaire n° 93-306 du 26.10.93 B.O. n° 37 du 04.11.93) prévoit la création de groupes de travail sur des questions spécifiques parmi lesquels se trouvera le groupe sécurité aux risques majeurs.

L'établissement de contacts étroits avec les services extérieurs (SAMU, Sapeurs-pompiers, Préfecture, DRIRE, service de l'Équipement, service du BRGM, météo, autres...) pour la réalisation de ce travail préparatoire sera toujours très utile, en sachant que la plupart des actions à entreprendre pourront être déléguées à différents membres du personnel, certaines pouvant même être facilement réalisées puis mises à jour par les élèves sous forme d'actions pédagogiques.

Il conviendra également de se rapprocher du service social et de santé des élèves afin d'obtenir une information et une préparation sur les conduites à tenir face aux problèmes pouvant survenir dans ces situations particulières.

***Par ailleurs l'information et la formation de tous, personnels et élèves, devront être assurées annuellement par une présentation du plan SESAM ainsi constitué et des exercices pratiques de simulation.***

Placés sous la responsabilité du chef d'établissement, ces exercices permettront de valider l'action de chacun au sein de l'organisation générale et d'envisager éventuellement la mise en place de nouvelles mesures destinées à améliorer le dispositif de sécurité. Ils familiariseront élèves et personnels avec le signal d'alerte, la configuration de l'établissement, les itinéraires prévus, les consignes et les mesures de sauvegarde. **Ces exercices doivent être planifiés dès le début de l'année** (voir annexe).

## LES DIFFERENTES PHASES

La mise en place du plan SESAM comprend plusieurs phases.

### Le déclenchement

Dès la connaissance par le chef d'établissement de l'existence du sinistre par le signal national d'alerte que celui-ci soit diffusé par sirène ou par haut-parleur ou de sa confirmation quand l'établissement est premier témoin : c'est le **déclenchement** décidé par le chef d'établissement ou son représentant avec la création d'une cellule de crise interne à l'établissement.

## Avant l'arrivée des secours

### \* Reconnaissance

#### \* Mise en œuvre des premières mesures :

- **de protection** : CONFINEMENT ou EVACUATION ( fiches réflexes n° 4-1, 4-2, 4-3, 5)
- **d'intervention** : mise en place des mesures de premiers secours (fiche réflexe n°3)

#### \* Reconnaissance des dégâts propres à l'établissement (fiche réflexe n° 1)

#### \* Activation de la cellule de crise interne de l'établissement scolaire : (fiche réflexe n° 6)

La cellule interne de crise est pour sa part limitée aux responsables de l'établissement (direction, intendance...) et à quelques représentants des personnels (enseignants, A.T.O.S.S., santé...). Cette cellule sera chargée de diriger, de coordonner la mise en œuvre du plan SESAM et d'assurer l'accueil et la liaison avec les organismes de secours extérieurs (voir fiches fonctions n°3 à n°6). On optimisera son efficacité en choisissant prioritairement des membres du groupe sécurité aux risques majeurs.

## A l'arrivée des secours

- \* Accueil des secours : exposé clair et précis
- \* Reconnaissance conjointe du site : Représentant du chef d'établissement et COS.
- \* ACCUEIL : fiche fonction n°3
- \* INTERFACE SECOURS : fiche fonction n°4
- \* TRANSMISSION-SECRETARIAT : fiche fonction n°5
- \* LOGISTIQUE INTERNE : fiche fonction n°6
- \* L'INFORMATION DES FAMILLES : fiche réflexe n° 7

## Sur ordre des secours

- \* DECONFINEMENT : fiche réflexe n°4-4
- \* EVACUATION : fiche réflexe n°5

### **En post-crise immédiate**

- \* Bilan de la gestion de crise propre à l'établissement scolaire.
- \* Bilan avec les services de secours extérieurs
- \* Etat des lieux pour une éventuelle réouverture des locaux

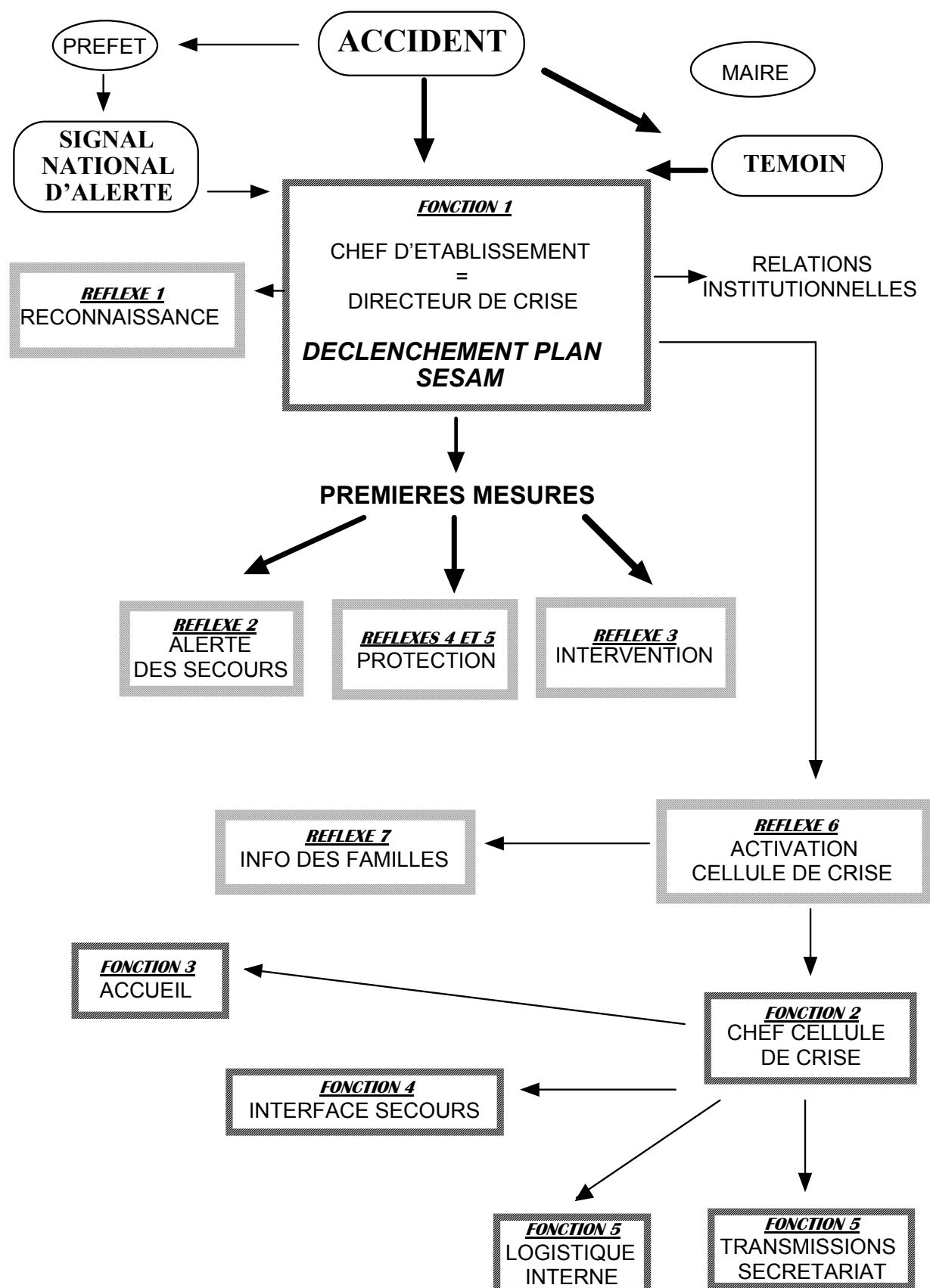
### **A distance**

A distance de l'événement : bilan en concertation avec les responsables concernés

### **CAS PARTICULIER**

L'établissement scolaire est le premier témoin ou le siège de l'accident majeur. Dans ce cas, il convient d'alerter après validation et reconnaissance rapide, les secours extérieurs : SAMU Tel 15, SAPEUR-POMPIERS Tel 18, POLICE ou GENDARMERIE Tel 17 (voir fiche réflexe n°2).

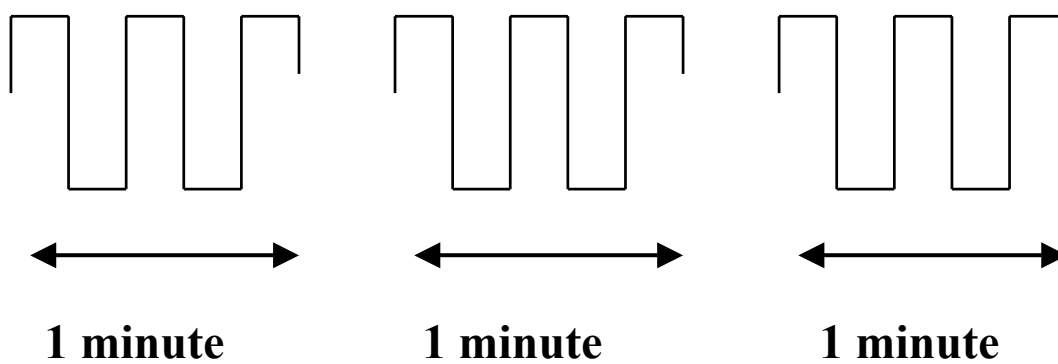
Il doit ensuite prévenir l'autorité hiérarchique (Inspection académique....) et administrative (collectivité locale de rattachement).



## LE CODE D'ALERTE NATIONAL

### LE SIGNAL IL EST EMIS PAR UNE SIRENE

3 fois 1 minute d'un son montant et descendant, espacé par un court instant.  
On peut le schématiser ainsi :



### LES CONSIGNES

**Le signal a une signification unique**

**« CONFINEZ-VOUS ET ECOUTEZ FRANCE INTER »**



## **IV - CONTENU DU PLAN SESAM**

### **LES FICHES FONCTIONS**

Fiche fonction n° 1 : CHEF D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE

Fiche fonction n°2 : CHEF DE CELLULE DE CRISE

Fiche fonction n°3 : ACCUEIL

Fiche fonction n°4 : INTERFACE SECOURS

Fiche fonction n°5 : TRANSMISSION-SECRETARIAT

Fiche fonction n°6 : LOGISTIQUE INTERNE

**En fonction de la taille de l'établissement, les fiches fonctions peuvent être regroupées ou au contraire être divisées**

Fiche fonction n°1

## CHEF D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE

.....

FONCTION ASSUREE PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT OU SON REPRESENTANT.

1-Assurer la direction des secours intérieurs en attendant l'arrivée des secours extérieurs, c'est-à-dire :

- \* Effectuer une reconnaissance afin d'évaluer les dégâts propres à l'établissement (fiche réflexe n°1)
- \* Informer les secours de leur importance (fiche réflexe n°2).
- \* Distribuer les missions de premières mesures :
  - D'intervention : fiche réflexe n°3
  - De protection : fiches réflexes n° 4 et 5

2-Mettre en place *LA CELLULE INTERNE DE CRISE* en désignant un chef de cellule de crise qui distribuera les différentes missions et s'assurera de leur exécution.

3-Rendre compte et assurer les relations avec les autorités de tutelle (Education Nationale et collectivité territoriale de rattachement).

4-A la fin des opérations de secours;

- \* Organiser si nécessaire le retour des élèves vers les familles
- \* Assurer le bilan interne à l'établissement scolaire
- \* Participer à l'évaluation post-accidentelle avec les différents responsables opérationnels

5-Cas particulier

Dans le cas où l'établissement serait à l'origine de l'accident ou premier témoin, l'alerte doit être donnée aux secours extérieurs dès la survenue de l'accident après une validation rapide

Fiche fonction n°2

## **CHEF DE LA CELLULE DE CRISE**

.....

IL EST NOMME PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE. IL DOIT :

1°-Assurer une présence constante dans la cellule de crise de l'établissement scolaire.

2°-Répartir les missions de la cellule de crise interne entre les différents membres du personnel présents qui seront identifiés (badge, brassard...)(voir les fiches fonctions):

- \* ACCUEIL
- \* RELATION AVEC LES FAMILLES
- \* INTERFACE SECOURS
- \* TRANSMISSION ET SECRÉTARIAT
- \* LOGISTIQUE INTERNE

3°-Recueillir un maximum d'informations qui pourraient être nécessaires à la bonne gestion de l'opération.

Fiche fonction n°3

## ACCUEIL

---

SOUS L'AUTORITE DU CHEF DE CELLULE DE CRISE, LE RESPONSABLE DE LA FONCTION ACCUEIL DOIT :

1°-Assurer le contrôle des accès de l'établissement scolaire

2°-Noter la chronologie des mouvements à la porte de l'établissement scolaire

3°-Assurer la liaison entre les personnes se présentant à l'entrée de l'établissement et le responsable concerné (Autorités, Médias, Familles).

4°-Diriger les renforts de secours vers le Centre de Regroupement des Moyens de secours extérieurs, retenu par le C.O.S.

Fiche fonction n°4

## INTERFACE SECOURS

.....

SOUS L'AUTORITE DU CHEF DE CELLULE DE CRISE. IL DOIT :

### 1-AVANT L'ARRIVÉE DES SECOURS

En l'absence du personnel médical répondre du mieux possible à la fiche réflexe n°8 avec l'aide des secouristes préalablement recensés

### 2°-A L'ARRIVÉE DES SECOURS

- \* Transmettre les informations au Commandant des Opérations de Secours (COS)
  - Nature, importance et évolution du sinistre ;
  - Nombre de blessés et d'indemnes ;
  - Premières dispositions prises liées à l'intervention et à la protection.
  - Gestes de premiers secours réalisés par le personnel médical et/ou les secouristes de l'établissement.
- \* Accompagner le COS lors de sa reconnaissance de la zone d'intervention en lui indiquant les dangers et les ressources.
- \* Mettre à disposition du COS un exemplaire du plan SESAM comprenant les plans de l'établissement

### 3°-PENDANT L'INTERVENTION DES SECOURS

- \* Mettre à disposition du COS un ou plusieurs agents de l'établissement scolaire ayant une bonne connaissance des lieux, des ressources et des occupants, notamment pour l'identification des victimes
- \* Renseigner le COS sur les moyens de logistique interne de l'établissement scolaire
- \* Aider à la gestion des personnes indemnes
- \* Transmettre au chef de la cellule de crise et aux enseignants les instructions données par le COS et le point sur l'évolution de la crise (bilans réguliers par zone et si possible nominatifs des blessés et décédés).

Fiche fonction n°5

## TRANSMISSIONS, SECRETARIAT

.....

SOUS L'AUTORITE DU CHEF DE CELLULE DE CRISE. IL DOIT:

### 1-TRANSMISSIONS

- \* Centraliser les appels téléphoniques entrants et sortants et les enregistrer sur un cahier d'archivage par ordre chronologique.
- \* Assurer la relation avec les familles sous réserve de l'autorisation préfectorale.

### 2-RENSEIGNEMENTS

- \* Noter sur un cahier la chronologie des événements et des actions entreprises.
- \* En liaison avec les lieux de confinement ou d'évacuation, centraliser les bilans réguliers des effectifs des indemnes, blessés et décédés et leur localisation en liaison avec le COS et le Directeur des Secours Médicaux : DSM.
- \* Collecter les informations relatives à l'état des locaux

<p><b><i>CES DEUX MISSIONS PEUVENT ETRE COUPLEES OU SEPARÉES EN FONCTION DU PERSONNEL DISPONIBLE</i></b></p>
--

Fiche fonction n°6

## LOGISTIQUE INTERNE

.....

SOUS L'AUTORITE DU CHEF DE CELLULE DE CRISE. IL DOIT :

1°-Dès l'alerte, faire dégager les voies d'accès de l'établissement pour permettre l'arrivée des secours extérieurs.

2°-Rendre opérationnels les locaux prévus pour la cellule de crise de l'établissement. Prévoir si possible 2 lignes de téléphone distinctes, l'une pour recevoir les appels, l'autre pour émettre, en ne divulguant pas le numéro de cette dernière.

3°-Mettre à disposition du COS les moyens internes à l'établissement : moyens humains et matériels .

4°-Assurer le ravitaillement des personnes indemnes et des personnels de secours en liaison avec le COS.

## **LES FICHES REFLEXES**

Fiche réflexe n°1 : RECONNAISSANCE

Fiche réflexe n°2 : ALERTE DES SECOURS

Fiche réflexe n°3-1 : PREMIERES MESURES D'INTERVENTION

N°3-2 : TABLEAU D'EFFECTIFS

Fiche réflexe n°4-1 : CONFINEMENT

n°4-2 : CONFINEMENT - RESPONSABLE PAR ZONE

n°4-3 : CONFINEMENT - RESPONSABLE PAR LOCAL DE  
CONFINEMENT

n°4-4 : DECONFINEMENT

Fiche réflexe n°5 : EVACUATION

Fiche réflexe n°6 : CELLULE DE CRISE DE L'ETABLISSEMENT

Fiche réflexe n°7 : INFORMATION DES FAMILLES

Fiche réflexe n° 8 : INTERVENTION DU PERSONNEL MEDICAL



Fiche réflexe n°1

## RECONNAISSANCE

**I-CAS GENERAL:** l'établissement scolaire est prévenu de la survenue d'un accident majeur dans son environnement proche par le signal national d'alerte : sirène, voiture haut-parleur ou autre.

### 1°-*CONFINEMENT IMMEDIAT ET ECOUTE DE LA RADIO*

NOM	FREQUENCE
FRANCE INTER	
RADIO LOCALE	

2°-Reconnaissance pour évaluation des dégâts propres à l'établissement :

**II- CAS PARTICULIER:** L'établissement scolaire est lui-même siège ou premier témoin de l'accident majeur.

1°-Reconnaissance initiale rapide

2°-Transmission de l'information à l'administration de l'établissement scolaire pour ALERTE des secours extérieurs ( fiche réflexe n° 2).

### **LA RECONNAISSANCE:**

<b>QUI ?</b>  <b>QUOI ?</b>  des victimes  sinistrés  <b>COMMENT ?</b>  courir.	Le chef d'établissement et/ou une personne déléguée par lui. - La nature exacte du sinistre et son risque évolutif - Le lieu exact - Le nombre approximatif et la localisation - Les possibilités d'accès dans les bâtiments - Les risques de suraccident éventuels En se protégeant. <u>Exemple</u> : en cas de nuage toxique : en respirant à travers un linge mouillé et sans
---	---

Fiche réflexe n°2

**ALERTE DES SECOURS**

QUALITE DU RESPONSABLE DE LA MISSION .....

ALERTE de l'un des services d'urgence:

- SAMU : Tel 15
- SAPEURS-POMPIERS : Tel 18
- GENDARMERIE ou POLICE : Tel 17

MESSAGE TYPE :

Transmis au 15 ☐ ..... 18 ☐ ..... 17 ☐

à ..... heures ..... minutes

ICI : ..... Nom  
de l'établissement scolaire

ADRESSE : .....

NATURE DE L'ACCIDENT :

Ex : Effondrement d'immeuble

NOMBRE APPROXIMATIF DE BLESSES : .....

POINT D'ACCUEIL DES SECOURS : .....

Ex : Entrée principale (signaler la présence d'une entrée  
accessoire)

ACCES .....

Ex: Départementale n° .....

NUMERO DE TELEPHONE de l'établissement scolaire : .....

MESURES PRISES : .....

Ex : le personnel, les élèves ainsi que les visiteurs sont en  
cours de confinement.

RISQUES EVENTUELS DE "SURACCIDENT" .....

*Ne pas raccrocher le téléphone avant le service de secours car un complément  
d'information peut vous être demandé*

<p><b>INTERDICTION IMMEDIATE EST DONNEE A TOUS LES VEHICULES DE PENETRER DANS L'ETABLISSEMENT EN ATTENDANT LES SERVICES DE SECOURS</b></p>
--

Fiche réflexe n°3-1

## **PREMIERES MESURES D'INTERVENTION**

.....  
***SOUS L'AUTORITE DU CHEF D'ETABLISSEMENT OU DE SON REPRESENTANT.***

### **1-PREMIERES MESURES DE PROTECTION**

\*CONFINEMENT (fiches réflexes n°4-1, 4-2, 4-3)

\*EVACUATION (fiche réflexe n°5)

### **2-PREMIERES MESURES D'INTERVENTION**

*AGIR SANS S'EXPOSER INUTILEMENT*

#### **\* SUR LES CAUSES DU SINISTRE :**

- Les limiter si possible : utiliser les extincteurs en cas d'incendie par exemple.

#### **\* AUPRES DES VICTIMES**

- Répartir les éventuels secouristes dans les locaux sinistrés
- Mettre des personnes valides à disposition des secouristes, afin de les seconder si nécessaire.

#### **\* SUR LES SOURCES EVENTUELLES DE "SURACCIDENT"**

- Fermer les vannes principales des réseaux de gaz, d'électricité, de mazout.....
- Arrêter les ventilations

Fiche réflexe n°3-2

## TABLEAU D'EFFECTIFS

**(à remplir et à communiquer dès que possible au secrétariat de la cellule de crise après synthèse par le responsable de zone ou de lieu de regroupement)**

## BATIMENT

## LOCAL DE CONFINEMENT (1)

## ETAGE

### LIEU DE REGROUPEMENT (1)

**NOM du RESPONSABLE du local de confinement(1)  
de la zone de confinement(1)  
du lieu de regroupement(1)**

NOM	Prénom	Classe	Indemne	Blessé

NOM	Prénom	Classe	Indemne	Blessé

(1) Remplir les cases utiles

Fiche réflexe n°4-1

## CONFINEMENT

.....  
QUAND? - Dès le signal d'alerte national

- Lors de toute situation présentant un Risque Majeur

**SAUF** *en cas de rupture de barrage, de séisme, d'avalanche, d'incendie ou lors d'instruction spécifique du chef d'établissement.*

OU ? - Dans **des locaux de confinement** déterminés à l'avance, regroupés en zones équipées :

- \* Avec point d'eau et sanitaires accessibles si possible
- \* Avec le minimum d'ouvertures vers l'extérieur
- \* Comprenant 1m<sup>2</sup> par personne environ
- \* Dont on aura précisé la capacité maximale en personnes

N.B. Le local parfait n'existe pas, le choix devra résulter du meilleur compromis afin d'utiliser les locaux existants, même si leur isolation est incomplète

AVEC QUOI? - **1 lot de confinement** par zone de confinement comprenant :

- \* Un tableau d'effectif vierge
- \* Du ruban adhésif assez large, en quantité suffisante pour obturer fenêtres et portes
- \* Des linges pouvant être mouillés
- \* Un poste radiophonique doté de la modulation de fréquence avec piles de rechange, en bon état de fonctionnement, sur lequel sera inscrite la fréquence de FRANCE INTER ou radio locale prédéterminée
- \* Les fiches réflexes CONFINEMENT-DECONFINEMENT-EVACUATION
- \* Un plan de confinement du bâtiment et les plans indiquant les circuits d'évacuation et points de rassemblement
- \* L'annuaire interne de l'établissement comportant l'affectation des locaux en cas de crise
- \* Une lampe de poche, des ciseaux à bouts ronds, essuie-tout, gobelets, jeux, seau ou sacs plastiques si pas d'accès aux sanitaires, eau si pas d'accès aux points d'eau
- \* Une trousse de premiers soins

QUI? - 1 responsable par zone de bâtiment.  
 - 1 responsable par local de confinement.

COMMENT? - Faire rentrer calmement les élèves dans les lieux de confinement préalablement repérés ou dans le lieu accessible le plus proche

N.B. Un local d'accès autonome si possible sera réservé pour l'accueil des parents et des retardataires

Fiche réflexe n°4-2

## CONFINEMENT

.....

### RESPONSABLE PAR ZONE DE CONFINEMENT

- 1-Nommer un responsable par local de confinement (en principe l'enseignant présent)
- 2-Distribuer le matériel de confinement (ruban adhésif, chiffons,...) entre les différents locaux.
- 3-Ecouter les messages radiophoniques et diffuser les instructions dans la zone de confinement

FRANCE INTER :
RADIO LOCALE :

- 4-Collecter les informations de chaque local de confinement et assurer le relais vers la cellule de crise de l'établissement, lui communiquer en particulier le plus rapidement possible le tableau des effectifs à jour.
- 5-S'assurer que les dégagements de la zone (escaliers, issues,...) sont en permanence libres d'accès
- 6-Organiser le déconfinement après avoir ventilé l'itinéraire d'évacuation (fiches réflexes n°4-4 et 5)

Fiche réflexe n°4-3

## CONFINEMENT

.....

### RESPONSABLE PAR LOCAL DE CONFINEMENT

1-Si cela ne nécessite pas l'ouverture des fenêtres, fermer les volets si le local en est doté, puis rendre le plus hermétique possible les ouvertures grâce au ruban adhésif en faisant participer les élèves. Stopper ventilations et climatisations.

2-Etablir la liste des présents sans oublier d'effectuer un repérage des élèves entre eux en remplissant le tableau d'effectifs (fiche réflexe n°3/2) et le transmettre au responsable par zone.

3-Se protéger si nécessaire des effets irritants en respirant à travers un linge mouillé.

4-Eviter toute source d'étincelles.

5-Stopper les ventilations.

6-Prévoir si possible les modalités d'accès aux points d'eau et aux sanitaires.

7-Informer et rassurer les élèves.

8-Organiser des activités occupationnelles calmes permettant de limiter la consommation d'oxygène et les phénomènes de panique collective.

9-Ne pas fumer et ne pas se servir d'objets dégageant une odeur forte et désagréable (feutres, ... )

10-Attendre les consignes transmises par le responsable de zone ou la cellule de crise notamment pour le déconfinement (fiche réflexe n°4-4).

Fiche réflexe n°4-4

## LE DECONFINEMENT

.....

Il est interdit de retourner dans les classes non confinées tant qu'elles ne sont pas ventilées ni d'emprunter des itinéraires n'ayant pas été confinés pour regagner l'extérieur.
--

Il faut :

1°-Retenir les élèves pendant 10 à 15 minutes dans les lieux de confinement, fenêtres ouvertes. Ce moment peut être utilisé pour répondre aux questions des élèves afin d'évacuer le stress lié au confinement.

2°-Assurer la ventilation sur l'ensemble de l'itinéraire d'évacuation en ouvrant portes et fenêtres. Pour cela le responsable de la zone de confinement protège ses voies aériennes par des linges humides.

3°-Regrouper les élèves à l'endroit choisi sous surveillance des différents responsables et procéder à un nouvel appel.



L'EVACUATION peut être :

*-initiale* lors d'un incendie ou d'une rupture de barrage

- *secondaire* sur décision :

- du responsable d'établissement ou de classe (séisme: pour lequel chacun doit dans un premier temps se protéger au mieux des chutes d'objets ou effondrements, puis l'évacuation se fera rapidement vers un lieu de regroupement prédéterminé)
- du Commandant des Opérations de Secours, après une période de confinement (nuage toxique).

### CONDUITE A TENIR :

1-Avoir défini au préalable :

- \*Les zones dangereuses à éviter
- \*Les circuits d'évacuation dans les bâtiments et à l'extérieur (veiller à les différencier des voies d'accès des secours extérieurs) (fléchage de couleur verte)
- \*La ou les zones de rassemblement, celles-ci doivent être suffisamment éloignées des locaux et différentes du point de regroupement des moyens extérieurs. Hors des zones menacées, ils devront pouvoir accueillir l'ensemble de l'effectif du secteur considéré.

2-Placer chaque groupe d'élèves sous la responsabilité de l'enseignant présent du début de l'accident jusqu'à la levée des consignes par décision du COS et du chef d'établissement.

Cet enseignant doit :

- \*Etablir la liste des présents et les maintenir groupés
- \*Signaler toute situation anormale
- \*Assurer l'information des élèves
- \*Organiser au point de rassemblement des activités occupationnelles permettant de limiter les phénomènes de panique collective et de gérer l'attente qui pourra être longue.

\* Par 4 fonctions placées *sous la responsabilité du chef de cellule de crise* désigné par le chef d'établissement ou par son représentant

- Fonction accueil
- Fonction interface secours
- Fonction transmission et secrétariat
- Fonction logistique interne

Fiche réflexe n°7

## INFORMATION DES FAMILLES

.....

SOUS LA RESPONSABILITE DU CHEF D'ETABLISSEMENT

### **PRINCIPES DE BASE :**

- Cette information ne peut être réalisée qu'en liaison avec le préfet ou son représentant.
- Les informations autorisées devront être transmises avec tact en tenant compte de la connaissance antérieure des familles.
- Rappeler aux parents de ne pas venir chercher les enfants à l'école, d'éviter d'encombrer les réseaux téléphoniques et d'écouter France-Inter ou la radio locale agréée.

### **CONSEILS PRATIQUES :** Dans tous les cas vous pouvez dire que :

- Personne ne peut se rendre sur les lieux en raison du danger
- Vous n'avez pas connaissance de l'état nominatif des victimes
- Les services de secours sont arrivés et s'occupent des élèves.
- Les nouvelles seront données par les responsables administratifs et médicaux (Préfet, SAMU, Pompiers) dès que les reconnaissances seront terminées.
- Vous conseillez d'écouter la radio en indiquant les fréquences.

FRANCE INTER	
FREQUENCE LOCALE	

Fiche réflexe n°8

## INTERVENTION DU PERSONNEL MEDICAL

.....

Destinée aux médecins et/ou infirmiers du S.P.S.E. ou à tout autre personnel médical, présents dans l'établissement lors de la survenue d'un accident majeur.

1°-Localiser et dénombrer les blessés

2°-Transmettre le plus rapidement possible ce bilan au SAMU (15) en passant l'information par la cellule de crise

3°-Organiser le regroupement éventuel des victimes (quand cela est possible)

4°-Assurer l'interface médicale avec le premier médecin des secours extérieurs

5°-Se mettre à la disposition du D.S.M.

## AFFECTATION NOMINATIVE DES MISSIONS

MOYENS HUMAINS	NOM	TEL	FICHE N°
<b>CHEF D'ETABLISSEMENT</b>	..... .....		<i>Fonction 1</i>
<b>CHEF CELLULE DE CRISE</b>	..... .....		<i>Fonction 2</i>
<b>ACCUEIL</b>	..... .....		<i>Fonction 3</i>
<b>INTERFACE SECOURS</b>	..... .....		<i>Fonction 4</i>
<b>TRANSMISSION SECRETARIAT</b>	..... .....		<i>Fonction 5</i>
<b>LOGISTIQUE INTERNE</b>	..... .....		<i>Fonction 6</i>
<b>RECONNAISSANCE</b>			<i>Réflexe 1</i>
<b>ALERTE DES SECOURS</b>			<i>Réflexe 2</i>
<b>PREMIERES MESURES D'INTERVENTION</b>			<i>Réflexe 3</i>
<b>PROTECTION DES PERSONNES</b>			<i>Réflexes 4, 5 et 8</i>

## LES PLANS DE L'ETABLISSEMENT

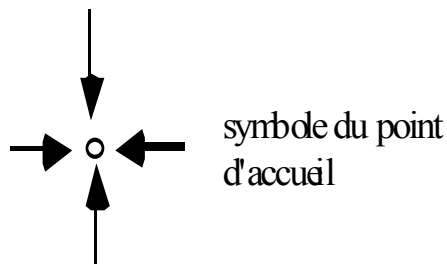
*1-PLAN DE SITUATION* (échelle 1/25 000<sup>ème</sup> format A4 carte IGN)  
Situant l'établissement par rapport à la ville de référence.

*2-VOIES D'ACCES* (échelle 1/5000- format A3)

- \* Pour tous les services de secours extérieurs (Police SAMU, S.P., D.D.E....).
- \* Positionnement des risques prévisibles industriels et naturels (échelle 1/5000 à 1/1000)

*3-PLAN DE MASSE DE L'ETABLISSEMENT* (format A3)

- \* Préciser les entrées et sorties de l'établissement sur l'extérieur (voie publique).



- \* Situer le point d'accueil et le centre de regroupement des moyens (CRM) pour les secours extérieurs

- \* Préciser l'emplacement de la cellule de crise de l'établissement.

- \* Pour chaque bâtiment:

- préciser les usages des locaux (internat, restauration, salle de classe, atelier, laboratoire...)

- préciser les accès en utilisant les

symboles normalisés(annexe) - accès niveau de plain-pied (jaune)

- accès niveau supérieur (rouge)

- accès niveau inférieur (vert)

- \* Préciser les vannes de coupure d'énergie (gaz, électricité, eau, ...).

- \* Préciser les points dangereux et névralgiques : laboratoire, réserve de produits toxiques...

*4-PLAN DE CONFINEMENT DES BÂTIMENTS:* (format A4) – un plan par niveau

- \* Préciser les locaux prévus avec cheminement d'accès, points d'eau, réserve de matériel, sanitaires et téléphone accessibles.

- \* Prévoir un plan par bâtiment à ajouter dans le lot de confinement et à afficher dans le bâtiment.

*5-PLAN D'EVACUATION DES BATIMENTS :* (format A4)

Pour chaque bâtiment, préciser les itinéraires prévus, le ou les lieux de rassemblement possibles. Les itinéraires prévus devront être différents des circuits d'accès des secours extérieurs.

## LES EFFECTIFS THEORIQUES

### *1- LES ELEVES*

- \* Situation des élèves par classe:
  - effectif théorique
  - emploi du temps
  - occupation des locaux
- \* Cas particulier:
  - les élèves handicapés moteurs: préciser le mode de déplacement: (avec cannes, sur fauteuil roulant...)
  - les élèves handicapés sensoriels (handicapés visuels, auditifs)
  - les élèves porteurs de pathologie chronique (asthme, diabète,...)
  - les élèves d'origine étrangère, ne parlant pas le français
- \* Calendrier des séjours hors établissement:
  - voyages
  - sorties
  - stages en entreprise, etc....

### *2-LES PERSONNELS*

- \* Personnel de direction
- \* Personnel d'enseignement, d'orientation, d'éducation, de documentation et de surveillance
  - effectif
  - emploi du temps
- \* Personnel A.T.O.S.S.
- \* Autres personnels affectés à l'établissement:
  - contrats emploi-solidarité
  - stagiaires
  - appelés du contingent
  - entreprises extérieures .....
- \* Les personnels handicapés
- \* Le calendrier des formations continues

### *3-PERSONNES RESSOURCES*

- \* Agents techniques, ouvriers professionnels: liste avec spécialités
- \* Personnes adultes ou élèves secouristes titulaires de l'AFPS ou BNS, du SST
- \* Personnels sociaux et de santé.

NB : Ces différents tableaux seront actualisés et serviront de base à l'élaboration de l'effectif réel le jour de l'accident

## V - ANNEXES

### LE CHOIX DES LOCAUX DE CONFINEMENT

Il faut prévoir 1 m<sup>2</sup> de surface au sol par personne confinée (soit 2,5 à 3 M<sup>3</sup>).

#### 2 OPTIONS SONT POSSIBLES :

- Soit un regroupement dans des grands locaux à vaste capacité d'accueil (zone de confinement) pouvant être reliés par un couloir,
- Soit « chacun dans sa classe » (local de confinement).

Ainsi **la zone de confinement** est un volume pouvant regrouper plusieurs locaux de confinement communiquant entre eux.

**Le local de confinement** est l'unité de base du confinement (salle, couloir,...)

#### LES QUALITES MINIMALES :

- Fermeture des portes et fenêtres
- Pas d'aération permanente ou alors obturable
- Arrêt possible des ventilations et climatisation,
- Locaux choisis en fonction d'une moindre vulnérabilité (qualité du bâti, orientation par rapport au risque, faible surface d'ouvrants,...).

#### SI POSSIBLE :

- Point d'eau incorporé,
- Sanitaires accessibles,
- Téléphone intérieur.

#### LES DIFFICULTES :

- La récréation
- L'heure des repas
- Les ateliers et gymnases
- La nuit en atelier.

#### QUELQUES CONSEILS :

- Les locaux de confinement doivent être proches des « lieux de vie » habituels : prévoir (si possible) un lieu de confinement par bâtiment et par étage.
- Ne pas trop multiplier les consignes en fonction de l'heure et des activités.



## LES EXERCICES ET SIMULATIONS

Seule une série de simulations permettra de tester le plan SESAM et les réactions de la communauté scolaire.

Il faut éviter de tester le plan dans sa totalité dès la première simulation.

Il sera par contre très instructif et formateur de réaliser des exercices de validation portant sur certains points cruciaux du plan, avec une montée en puissance dans la difficulté de l'exercice.

## LES RESSOURCES MATERIELLES

### MOYENS DE COMMUNICATION INTERNE

Ceux-ci permettent de pallier les problèmes posés par les communications à l'intérieur de l'établissement scolaire tout en connaissant les limites d'utilisation de chaque moyen.

Chaque établissement pourra choisir son moyen de communication afin de faire passer les consignes.

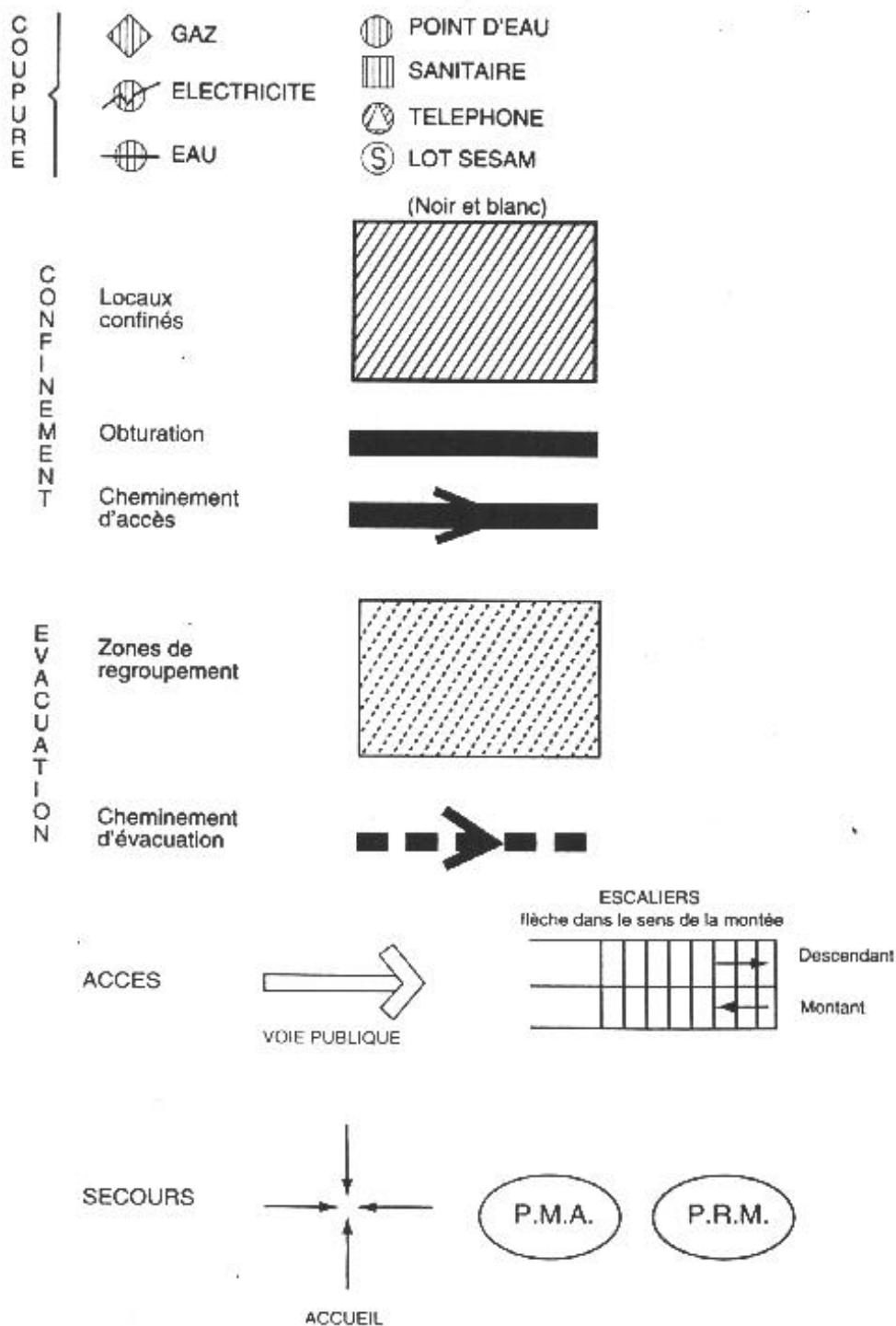
MOYENS	LIMITES D'UTILISATION
Téléphone interne relié ou non au standard	Téléphone coupé
Téléphone portable	Autonomie variable Saturation des réseaux
Interphone	Ligne particulière coupée
Porte-voix, mégaphone	Pas de piles
Haut-parleur sur batterie	Batterie non chargée ou durée insuffisante
Haut parleur sur électricité	Electricité coupée
Sonorisation interne	Electricité coupée

### EQUIPEMENT SPECIFIQUE

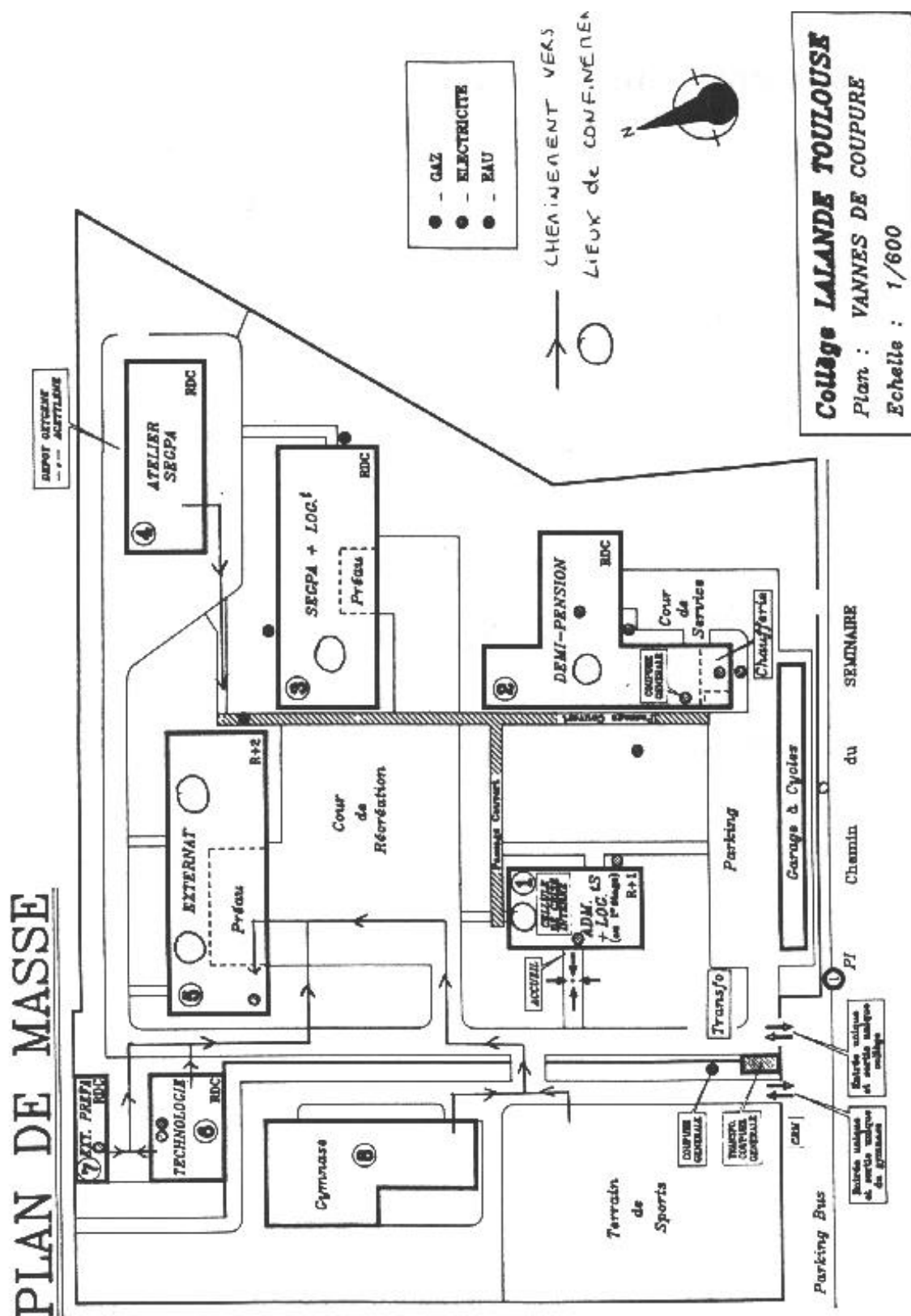
- \* Inventaire et localisation du matériel de protection et de secours
- \* Matériel médical pour les soins d'urgence
- \* Matériel de transport

## LES SYMBOLES NORMALISÉS

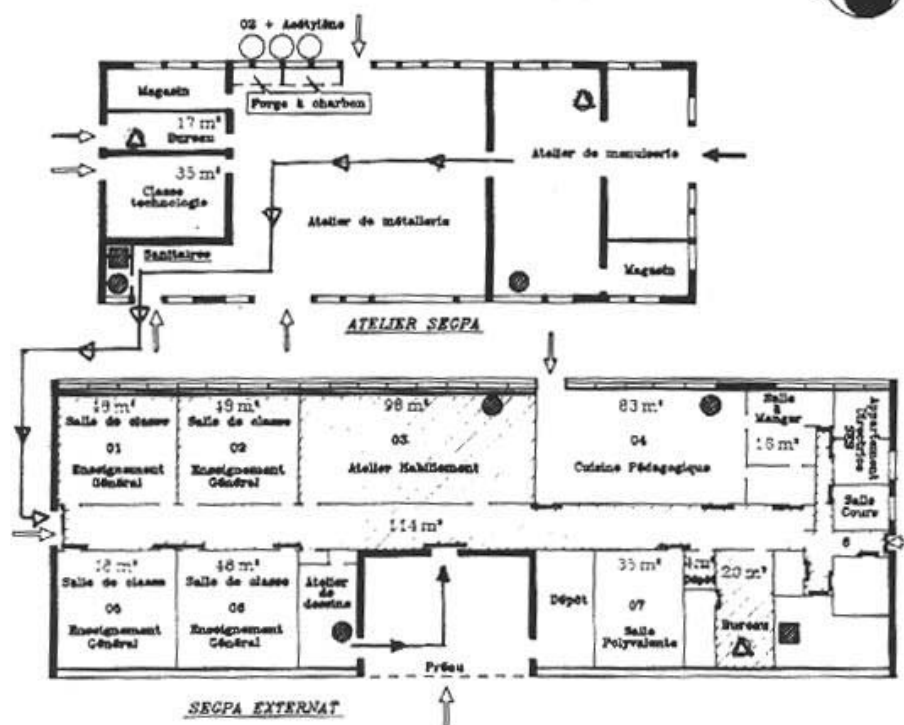
## Les signes conventionnels du plan SESAM



## DES PLANS D'ETABLISSEMENT : LE COLLEGE LALANDE DE TOULOUSE



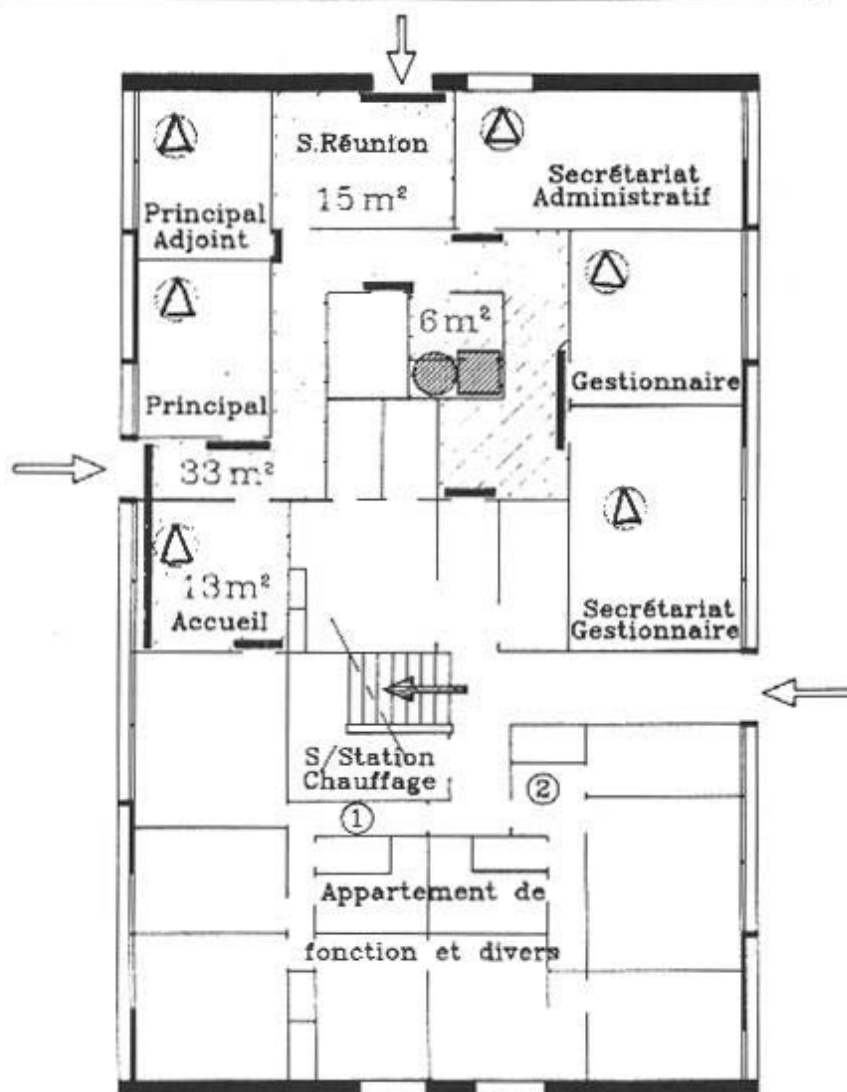
**Collège LALANDE TOULOUSE**  
ATELIER - EXTERNAT SEGPA



Echelle: 1/566

- OBTURATION DES OUVERTURES
- ▬ CONFINEMENT
- POINT D'EAU
- SANITAIRE
- △ TELEPHONE
- ➔ ACCES NIVEAU VOIE PUBLIQUE
- ➔ CHEMINEMENT

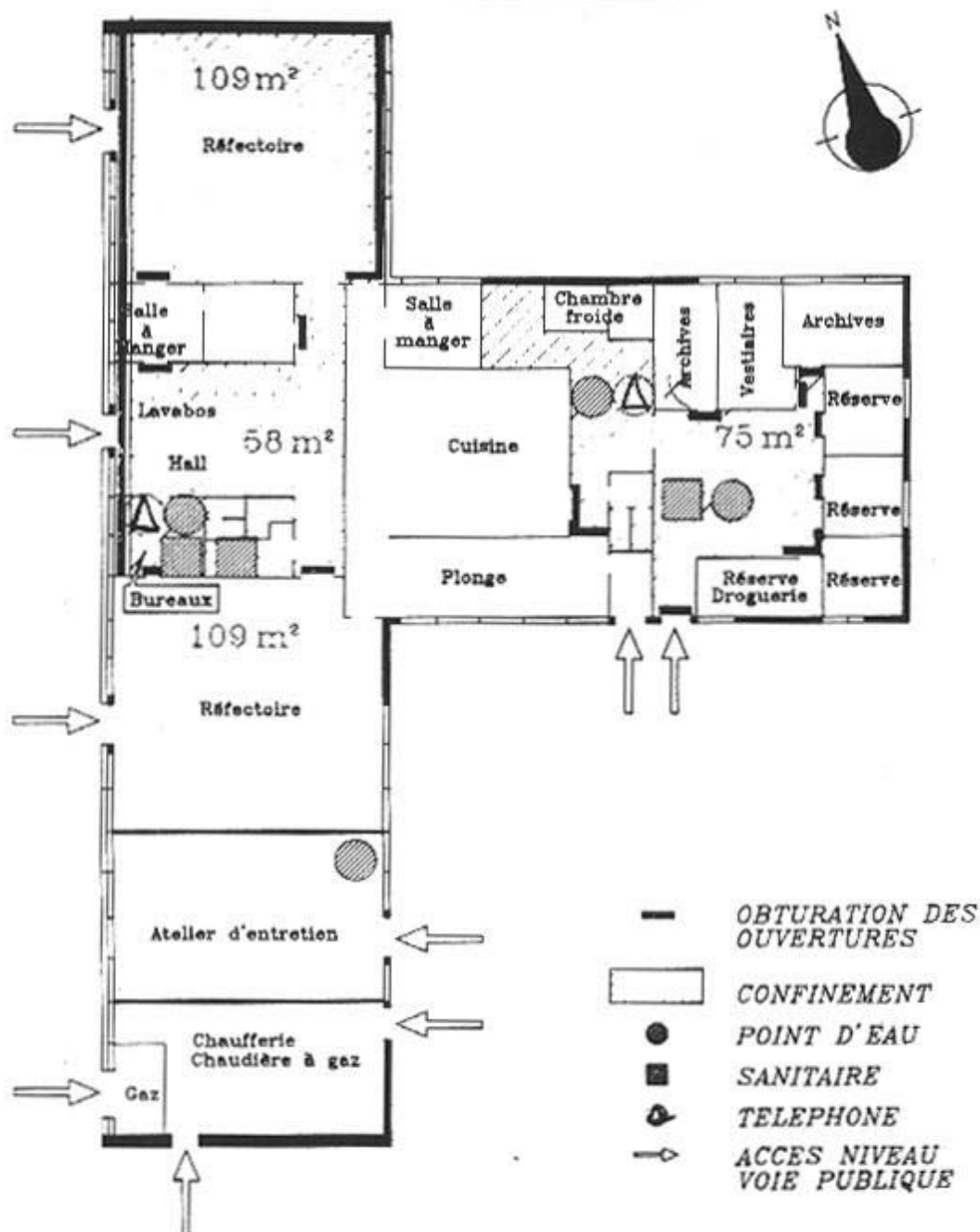
# *Collège LALANDE TOULOUSE* *ADMINISTRATION*



Echelle: 1/137

- OBTURATION DES OUVERTURES
- CONFINEMENT
- POINT D'EAU
- SANITAIRE
- ⊙ TELEPHONE
- ACCES NIVEAU VOIE PUBLIQUE
- ACCES NIVEAU SUPERIEUR

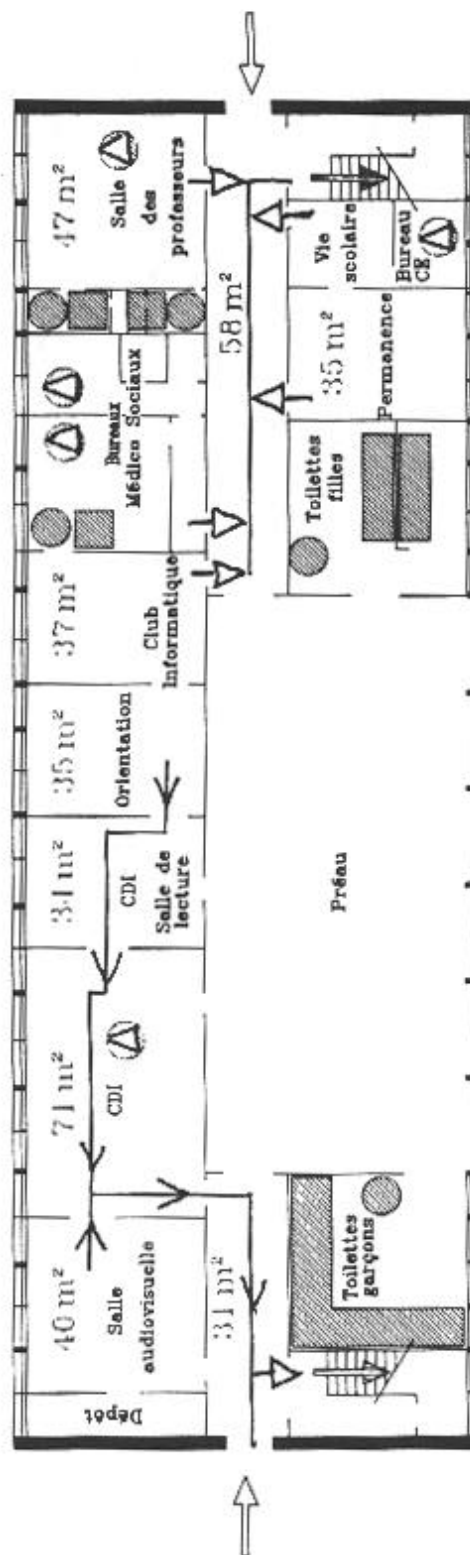
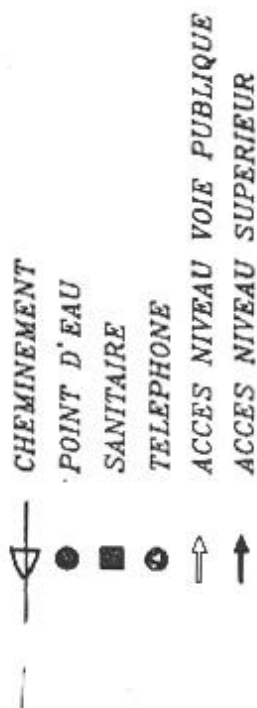
# **Collège LALANDE TOULOUSE** DEMI-PENSION



Echelle: 1/308



**Collège LALANDE TOULOUSE**  
EXTERNAT COLLEGE RDC



Rdc

Echelle: 1/220



**Collège LALANDE TOULOUSE**  
**EXTERNAT COLLEGE 1<sup>er</sup> ETAGE**

OBTURATION DES OUVERTURES

CONFINEMENT

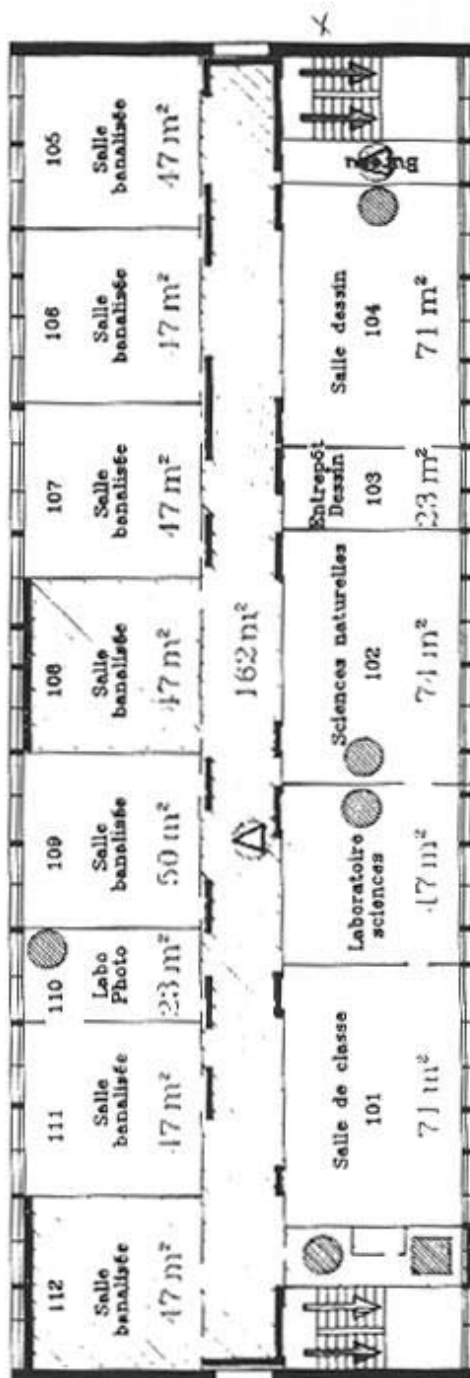
POINT D'EAU

SANITAIRE

TELEPHONES

ACCES NIVEAU INFÉRIEUR

ACCES NIVEAU SUPÉRIEUR



1<sup>er</sup> étage

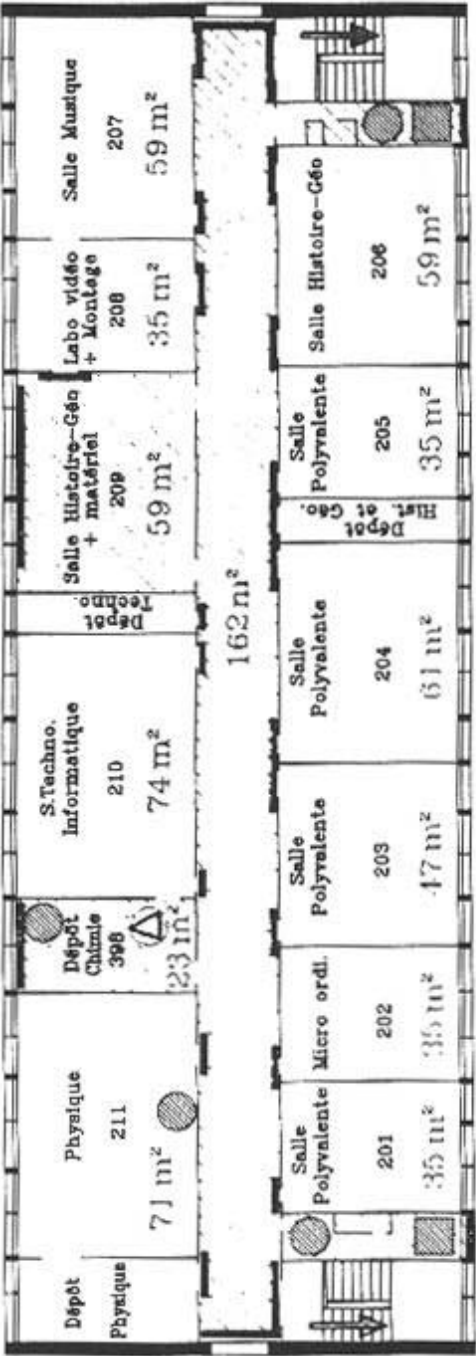
Echelle: 1/220



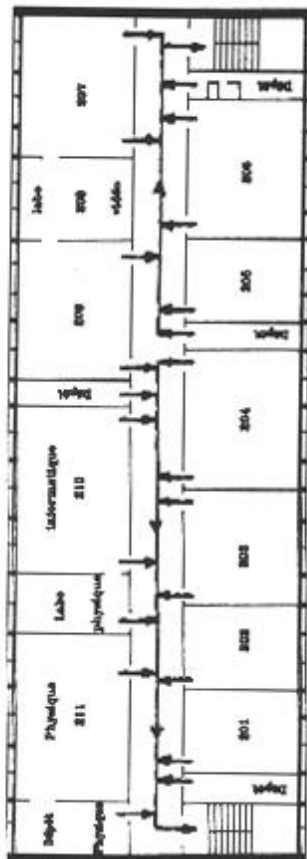


Collège LALANDE TOULOUSE  
EXTERNAT COLLEGE 2<sup>ème</sup> ETAGE

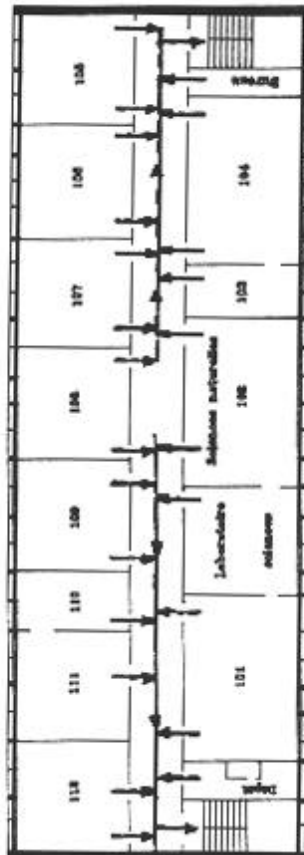
- OBTURATION DES OUVERTURES
- CONFINEMENT
- POINT D'EAU
- SANITAIRE
- TELEPHONE
- ACCES NIVEAU INFÉRIEUR



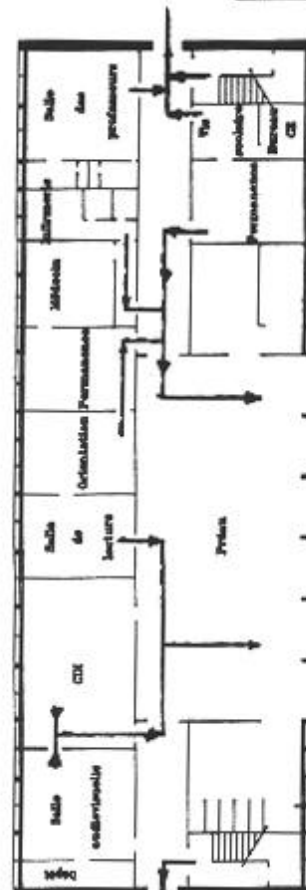
2<sup>ème</sup> étage



2ème étage



1er étage



## LES TEXTES REGLEMENTAIRES

### LES TEXTES GENERAUX

\* L'instruction interministérielle du 5 février 1952 concernant l'organisation du plan ORSEC

\* La directive SEVESO du 24 juin 1982 promulguée par la Communauté Economique Européenne (J.O.E.C. du 5 août 1982)

\* La loi n°86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires. (J.O. du 7 janvier 1986)

\* La loi n°87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (Plans ORSEC et Plans d'urgence) (J.O. du 23 juillet 1987).

\* Le décret n°88-622 du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence (Plans particuliers d'intervention - Plans Rouges - Plans de secours spécialisés) (J.O. du 8 mai 1988)

\* Circulaire n°89-21 du 19 décembre 1989 relative au contenu et aux modalités d'élaboration des plans destinés à porter secours à de nombreuses victimes dénommés "Plans Rouges". (B.O. 90-2)

\* Le décret n°90-394 du 11 mai 1990 relatif au code national d'alerte (J.O. du 15 mai 1990).

### LES TEXTES DE L'EDUCATION NATIONALE

\* Le décret n°83-896 du 4 octobre 1983 relatif à l'enseignement des règles générales de sécurité (J.O. du 8 octobre 1983) (B.O. n°4 du 26 janvier 1984).

\* La circulaire n°83-550 du 15 novembre 1983) concernant l'enseignement des règles générales de sécurité dans les écoles et les collèges (B.O. n°4-1984).

\* La circulaire n°84-319 du 3 septembre 1984 relative aux règles de sécurité dans les établissements scolaires et universitaires (B.O. n°31 du 6 septembre 1984).

\* Le décret n°85-924 du 30 août 1985 (B.O. n° 30 du 5 septembre 1985) concernant les établissements publics et locaux d'enseignement.

\* La circulaire n°86-144 du 20 mars 1986 relative à la médecine des soins d'urgence dans les établissements publics d'enseignement (B.O. n°14 du 10 avril 1986)

\* Le décret n°90-788 du 6 septembre 1990 relatif à l'organisation ou au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires (J.O. du 8 septembre 1990)

\* La circulaire n°90-269 du 9 octobre 1990 (BO n° 42.1990) relative au nouveau signal national d'alerte aux populations.

\* Les décrets n°90-978 du 31 octobre 1990 (B.O.n°42 du 15 novembre 1990) et n°91-173 du 18 février 1991 (B.O.n°9 du 28 février 1991) concernant les établissements publics et locaux d'enseignement.

\* La fiche technique : "l'alerte face aux risques majeurs" (recommandations aux directeurs d'établissement scolaire pour le confinement -1991-)

\* La circulaire n°91-324 du 10 décembre 1991, relative aux actions organisées pour la prévention des risques majeurs et la protection de l'environnement (B.O. n°4-1992)

## LES RECOMMANDATIONS DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

\* Journée mondiale de la santé du 7 avril 1991 : "Les catastrophes frappent sans prévenir - SOYONS PRETS ! -"

MINISTRE DE L'INTERIEUR

DIRECTION DE LA SECURITE CIVILE

ADRESSEMENT DE LA REVISION

DES FRAIS DE COURS

RECEVUE LA PRESENTATION DES

DOCUMENTS

05.217

05.217

Adressé par : Patrick TOUFFLET

Tel : (33) 1 40 87 72 88

Fax : (33) 1 47 58 49 27

Paris, le 20 DEC 1995

Le directeur de la sécurité civile

à

Monsieur le Haut Fonctionnaire de Défense  
de l'Education Nationale  
110 rue de Grenelle  
75357 Paris 07 SP

Objet : Plan d'organisation des secours / S.E.S.A.M.  
V/Réf. DPPR/SDPRM/BICI/JPM/GD/n°9501

Vous m'avez fait parvenir, pour avis, la nouvelle version du plan d'organisation des Secours dans les Établissements Scolaires face à l'Accident Majeur (S.E.S.A.M.). Ce projet s'inscrit dans les mesures de protection des populations qui constituent une des missions principales de la sécurité civile. En réponse à votre correspondance, j'ai l'honneur de vous transmettre les remarques et l'avis de la direction de la sécurité civile.

La planification de l'organisation des secours en matière d'accident ou de sinistre majeur relève de la responsabilité du préfet (art 2 de la loi 87-565 du 22 juillet 1987), au travers des plans d'urgence. De ce fait le plan S.E.S.A.M. se limite à être un plan interne à l'établissement scolaire.

Établi sous la responsabilité du chef de l'institution et le contrôle de l'autorité de police compétente, le plan reproduit les mesures d'urgence qui incombent au responsable de l'établissement en particulier l'alerte du maire et des services de secours (sauteurs-pompiers, SAMU, Police et Gendarmerie).

Le plan modifié répond aux prescriptions consécutives à la réunion de concertation du 24 janvier 1995, notamment en ce qui concerne les pouvoirs de police du maire (article L.131-2-§ 6 du code des communes).

La nouvelle version du plan S.E.S.A.M. intègre la doctrine de la sécurité civile en matière de planification et reçoit l'avis favorable de la direction de la sécurité civile.

En revanche, les supports pédagogiques et promotionnels connexes à ce projet, notamment la vidéocassette "le plan SESAM au collège Lalande à Toulouse - juin 1993", sont exclus du champ de la consultation, de ce fait ils ne bénéficient pas de l'agrément de la sécurité civile.

J'ai bien noté que ce plan n'était pas destiné à une application systématique, mais était à la disposition des responsables d'établissements lorsque ceux-ci le souhaitent.

La réalisation du plan S.E.S.A.M. ne pose pas de difficultés par rapport aux plans d'urgence prévus par les textes. Cependant afin d'éviter d'éventuelles confusions relatives à l'application, il m'apparaît nécessaire que le ministère de l'Education Nationale en accompagne la diffusion par une introduction établie conjointement avec le ministère de l'Intérieur.

Le sous-directeur de la prévention et des plans de secours

Bertrand MURCH

# RISQUE MAJEUR

ACTUALITÉ

B.O.

N° 45

12 DÉC.

1996

2977

*Le plan SESAM propose un dispositif d'organisation des secours en cas d'accident majeur.*

**Q**ue faire quand un établissement scolaire est confronté à une agression extérieure, qu'il s'agisse d'une inondation, d'un feu de forêt, d'un cyclone, d'un séisme ou d'une avalanche ? Le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche se préoccupe de cette question depuis 1989, date à laquelle une charte a été signée avec le ministère de l'environnement.

Aujourd'hui, chaque académie s'est dotée d'un réseau de formateurs "Risques majeurs et protection de l'environnement", placé sous l'autorité du recteur, qui développe des actions de formation (MAFPEN ou CAFA). Par ailleurs, le plan SESAM (secours dans un établissement scolaire face à l'accident majeur) propose un dispositif de secours en cas d'agression extérieure. Validé par le ministère de l'intérieur, le plan SESAM présente les missions des chefs d'établissement et de la communauté éducative et propose des fiches réflexes visant à s'organiser avant l'arrivée des secours. Ses objectifs sont multiples : il s'agit de veiller à la sécurité du personnel éducatif et des élèves, d'apporter une aide à la préparation des conduites à tenir, d'organiser la répartition des missions entre les personnels le jour de l'accident.

Avant la crise, il faudra l'engagement du chef d'établissement pour provoquer la création d'un groupe "Risques majeurs" qui élaborera le plan SESAM, sensibilisera la communauté scolaire et organisera, avec des acteurs locaux (sapeurs-pompiers...), des exercices. ■